



EUROPEAN PARLIAMENT

**DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE DU
SUD**

Parlement européen / Parlement sud-africain

9^e réunion interparlementaire

Le Cap

19-25 février 2007

Rapport de M. Lapo Pistelli, président de la délégation, pour

*la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité
commune et de la politique de défense*

la commission du développement

CR\672344FR.doc

PE 391.186

Traduction externe

FR

FR

A. Introduction

Organisée au Cap, la 9^e réunion interparlementaire s'est tenue six mois après la visite à Strasbourg d'une délégation parlementaire sud-africaine dirigée par M. O. K. BAPELA, président de l'Assemblée nationale, en juin 2006. Cette fréquence des contacts souligne l'importance que les deux partenaires entendent accorder à la redynamisation du dialogue parlementaire et l'intensité des échanges.

Au cours de la visite, largement axée sur les projets scientifiques et technologiques, sur l'énergie ainsi que sur des questions de santé, le PE était représenté par une délégation de sept parlementaires, présidée par M. Lapo PISTELLI (ADLE). La visite a été planifiée pour coïncider avec le discours budgétaire du gouvernement lors de la séance plénière du Parlement sud-africain au Cap – un événement incontournable de la vie politique du pays, uniquement devancé par le discours sur l'état de l'Union. La délégation a donc assisté au discours sur le budget et a été accueillie par le ministre des finances Trevor Manuel.

Dans l'ensemble, au cours des six journées passées dans la capitale, les députés européens ont tenu plus de 25 réunions avec leurs homologues, les ministres, les ambassadeurs de l'Union, des ONG/centres de recherche ainsi que des représentants de la société civile. En marge des réunions officielles, les parlementaires ont également eu l'occasion de rencontrer des représentants (dont des députés) des deux branches du MDC (Mouvement pour le changement démocratique) zimbabwéen – une occasion particulièrement précieuse pour les parlementaires européens désireux de se faire une idée de la situation dans le pays, en particulier compte tenu de la discussion officielle sur le rôle de l'Afrique du Sud dans le désamorçage de la crise.

La délégation du PE s'est entretenue avec les représentants gouvernementaux suivants:

- Dr Rob Davies, ministre adjoint au commerce et à l'industrie,
- M. Aziz Pahad, ministre adjoint aux affaires étrangères,
- Mme Buyelwa Patience Sonjica, ministre en charge des ressources minières et de l'énergie,
- M. Mosibudi Mangena, ministre en charge des sciences et des technologies,
- Mme Nozizwe Madlala-Routledge, ministre adjointe à la santé

À la suite de la réunion interparlementaire, les députés européens et sud-africains ont convenu de demander la création d'une commission parlementaire mixte UE/AS et adopté à l'unanimité une déclaration finale à cet effet (ANNEXE I).

Rappelant les dispositions de l'article 97, paragraphe 4 de l'accord sur le commerce, le développement et la coopération entre l'Afrique du Sud et l'Union européenne qui encouragent les parties à faciliter des contacts réguliers entre leurs parlements respectifs sur les différents aspects de la coopération couverts par l'accord, les représentants des deux parlements ont souligné que la mise en place d'une CPM contribuerait à renforcer le processus de consultation et de coordination concernant les questions nationales, régionales et internationales.

En effet, une telle perspective officielle fait défaut dans l'accord sur le commerce, le développement et la coopération alors qu'elle est généralement intégrée aux accords de coopération conclus par l'UE. De plus, une CPM permettrait de disposer du nécessaire contrôle démocratique des travaux du conseil de coopération instauré au titre de l'article 97 et pourrait lui adresser des recommandations.

B. Situation en Afrique du Sud

La démocratie progresse bien depuis les premières élections en avril 1994. La Constitution a été adoptée en février 1997 et les élections de 1999 – auxquelles ont participé pas moins de 80 partis – ont permis à l'ANC (*African National Congress*), dirigé cette fois par M. Thabo Mbeki, l'ancien vice-président de Nelson Mandela, de briguer un deuxième mandat.

Les nouvelles élections générales qui se sont tenues le 14 avril 2004 se sont soldées par la victoire écrasante de l'ANC, une fois de plus dirigé par le président Mbeki, sur ses opposants. L'ANC a obtenu la majorité de deux tiers des suffrages lors d'un scrutin marqué par un taux de participation de 76,7 %. Ces élections ont été jugées justes et libres, et seuls quelques cas isolés d'intimidation ont été enregistrés. Aucune violence n'a été constatée, même dans le KwaZulu-Natal, une province qui avait déjà connu différents problèmes par le passé.

Les suffrages obtenus par l'ANC et les partis d'opposition ont chuté depuis 1994 – passant de 12,2 millions en 1994 à 10,9 millions en 2004 pour l'ANC et de 7,1 millions en 1994 à 4,5 millions en 2004 pour les autres partis représentés au Parlement. Les partis d'opposition ont donc perdu plus de terrain que l'ANC depuis 1994. Cependant, entre 1999 et 2004, l'ANC a regagné 277 000 voix contre un bonus de 404 000 voix pour l'alliance démocratique (DA), tandis que les nouveaux démocrates indépendants (ID) ont recueilli 270 000 voix, soit 1,7 % des suffrages. Les grands perdants de ces élections sont le nouveau parti national (NNP), l'IFP et le mouvement démocratique uni (UDM). L'alliance démocratique a consolidé sa position de premier parti d'opposition avec 12,4 % des suffrages contre 9,6 % en 1999. L'IFP perd lui aussi du terrain, avec 7 % des voix contre 8,6 % en 1999, tandis que le NNP (successeur du parti national, qui a dirigé le pays pendant 46 ans, de 1948 à 1994) a pratiquement disparu de paysage politique, passant de 6,9 % des suffrages en 1999 à 1,7 %.

Malgré les prédictions d'apathie du côté des électeurs, malgré son échec à mettre en œuvre les promesses électorales précédentes et malgré la perception croissante de la corruption du gouvernement, l'ANC a remporté haut la main les élections locales du 23 février 2006 avec 66,34 % des suffrages. L'alliance démocratique a obtenu 14,77 %, l'IFP 8,05 %, et l'ID à peine 2,02 %. Les élections locales ont donc permis à l'ANC de décrocher la majorité dans 223 conseils et cinq conseils municipaux, tandis qu'un sixième (Le Cap) leur échappe de justesse au profit de l'alliance démocratique. Cette dernière n'a toutefois pu assurer une majorité absolue et a donc dû s'appuyer sur des petits partis pour gouverner le conseil du Cap, qui compte 210 membres.

Le rôle de l'Afrique du Sud sur la scène internationale

Sur le plan régional, l'Afrique du Sud a joué un rôle crucial dans la recherche de solutions aux divers conflits qui ont affecté la région des Grands lacs, le Congo et l'Angola.

Le Nigeria, le Sénégal et l'Afrique du Sud sont les pays les plus impliqués dans le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (**NEPAD**), l'ambitieux plan de développement de l'Afrique basé sur la démocratie et la bonne gouvernance. L'Afrique du Sud est également membre à part entière de l'Union douanière d'Afrique australe (**SACU**), membre active de la Communauté de développement de l'Afrique australe (**CDA**). Elle jouit d'un statut spécial au titre de l'accord de Cotonou et abrite le tout récent Parlement africain. L'Afrique du Sud n'est pas directement impliquée dans les négociations relatives aux accords de partenariat économique, mais elle prodigue assistance et conseils aux pays membres de la CDA qui le sont.

En reconnaissance du rôle joué par le pays à l'échelon continental, l'Afrique du Sud a obtenu en 2002 la première présidence de l'Union africaine et a été choisie en 2004 pour accueillir le Parlement panafricain. Le NEPAD est officiellement devenu le programme socio-économique de l'Union africaine.

Relations avec l'Union européenne

Sur le plan stratégique, l'UE est le principal partenaire de l'Afrique du Sud. Les échanges avec l'UE représentent plus de 40 % de l'ensemble des échanges du pays. Au niveau politique, les liens avec l'Union européenne et ses États membres sont solides et ont été noués pendant la période où l'Union européenne apportait un soutien indéfectible à la lutte contre l'apartheid.

Ce partenariat stratégique se reflète dans **l'accord sur le commerce, le développement et la coopération** (TDCA), qui prévoit des dispositions relatives à l'instauration d'une zone de libre-échange, à l'assistance financière, à la résolution des litiges commerciaux, à la coopération économique, à la coopération culturelle et sociale et au dialogue politique. Le TDCA est entré en vigueur le 1^{er} mai 2004, bien que certains chapitres soient déjà appliqués à titre provisoire depuis le 1^{er} janvier 2000.

Le TDCA a été doté d'une importante composante régionale, de manière à profiter non seulement à l'Afrique du Sud mais aussi à l'ensemble de l'Afrique australe. Pour le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland, les dispositions relatives à l'instauration d'une zone de libre-échange entre l'UE et l'Afrique du Sud revêtent une importance significative puisque ces pays forment une union douanière (SACU) avec l'Afrique du Sud. Le TDCA établit également un **Conseil de coopération entre l'UE et l'Afrique du Sud** afin d'assurer le bon déroulement du processus et l'application correcte de l'accord, mais aussi de garantir des contacts réguliers entre les deux entités.

Bien que l'Afrique du Sud ait signé l'accord de Cotonou, elle ne peut prétendre aux instruments financiers ou aux accords commerciaux préférentiels. L'UE fournit son **aide au développement** par l'intermédiaire du programme européen pour la reconstruction et le développement. L'Afrique du Sud a également conclu un contrat de prêt avec la Banque européenne d'investissement. En d'autres termes, l'UE est le principal bailleur de fonds du pays, avec une aide équivalant à 1,5 % du budget annuel sud-africain.

C. La réunion interparlementaire

i. L'évolution de l'UE et le débat constitutionnel

Les discussions se sont dans un premier temps axées sur l'état de l'intégration européenne et sur les éventuelles répercussions sur les relations entre l'UE et l'Afrique du Sud. M. Lapo PISTELLI rappelle aux députés sud-africains les changements qui ont affecté l'Union après les derniers élargissements. Il s'est plus spécifiquement attardé sur la nécessaire unanimité dans une Union à 27 et sur la Constitution européenne qui, si elle était ratifiée, pourrait contribuer à instaurer un processus décisionnel plus souple. D'un point de vue historique, l'UE a été créée pour lutter contre trois grandes peurs: la peur de la famine, la peur de la guerre et la peur de l'autre. Ces peurs font désormais partie du passé et l'UE est confrontée à un dilemme: trouver sa raison d'être.



La délégation en compagnie de Mme Mbete, Présidente du Parlement sud-africain

La référence à la Constitution a suscité un débat entre les membres de la délégation du PE. M. BRADBOURNE estimait que l'euroscpticisme ne devait pas être assimilé à de l'anti-européanisme, tandis que d'autres, à l'image de M. MULDER ou de M. GAHLER, étaient d'avis qu'un débat plus mûr aurait eu toute son utilité avant les référendums français et néerlandais. De nombreux membres de la délégation sud-africaine – CAMERER, GIBSON, SITHOLE, MARTINS – souhaitaient poser des questions à ce sujet et être rassurés sur la poursuite de l'application des anciens traités en dépit de la non-ratification de la Constitution.

D'autre part, de nombreux intervenants ont souligné que le débat constitutionnel européen pouvait apporter certaines réponses ou permettre de tracer des parallèles dans le cadre du développement de l'Union africaine. Bien entendu, il faudra de nombreuses années avant que l'UA ne parvienne au stade déjà très avancé de l'UE. Pourtant, pour reprendre les mots de M. GIBSON: «*Nous ne relâcherons pas nos efforts tant que tous nos frères africains ne pourront s'appuyer sur ces mêmes valeurs.*»

ii. Commerce et agriculture



Parlementaires sud-africains (ANC)

D'autres intervenants ont évoqué les questions commerciales sur fond de blocage

du cycle de Doha. M. MULDER a souligné que la tendance observée au sein du PE était favorable aux concessions de l'UE dans le domaine de l'agriculture, mais que l'Inde, la Chine et le Brésil devaient également faire un geste en ce qui concerne les services. M. GAHLER a également insisté sur le fait que si l'UE doit repenser les modalités de ses restitutions aux exportations, les États-Unis continuent d'appliquer des mesures restrictives comme le *Farm Bill*, ce qui ne favorise pas l'Afrique du Sud.

La discussion s'est ensuite portée sur l'agenda de Lisbonne – les députés européens rappelant les objectifs ambitieux qui avaient été fixés à l'époque. À cet égard, l'échec annoncé démontre l'insuffisance de la coopération dans les projets scientifiques entre les universités de l'Union, qui se contentent parfois de réinventer la roue et font double emploi.

iii. Énergie

L'un des plus importants défis que l'Union aura à relever est posé par l'approvisionnement énergétique. Le consensus est le suivant: l'Europe doit s'efforcer de diminuer sa dépendance à l'égard des sources d'énergie non renouvelable. Des députés sud-africains (CAMERER, RABIE, GIBSON) mettent en exergue l'expérience de leur propre pays en la matière: l'Afrique du Sud poursuit le développement de l'énergie solaire et peut compter sur des réserves virtuellement illimitées de charbon, même si les coûts d'exploitation, en termes environnementaux, peuvent être très élevés. Les députés sud-africains semblent s'accorder pour affirmer que si leur pays n'était pas favorable à l'énergie nucléaire dans un premier temps, il existe aujourd'hui un consensus politique entre tous les partis pour dire que cette méthode est probablement la plus adaptée à la situation.

iv. La situation en Afrique du Sud: défis à venir

M. BAPELA (ANC) a souligné que «*l'Afrique du Sud poursuit son processus de construction de la nation*». Tout en s'efforçant de consolider une société démocratique libérée du racisme, le pays doit relever plusieurs défis liés à la transition: améliorer la qualité de vie de tous les Sud-africains tout en contribuant à la lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne. Ainsi que l'a expliqué M. NTULI, les autres grandes priorités de l'ANC sont la lutte contre le VIH/SIDA, un problème de santé majeur dans le pays (avec la tuberculose et le paludisme): le gouvernement a adopté une stratégie globale prévoyant des campagnes de sensibilisation dans les établissements scolaires ainsi que des mesures de lutte contre la pauvreté. Toujours selon M. BAPELA, l'autre

grande priorité gouvernementale demeure la lutte vigoureuse contre la criminalité, même si les partis d'opposition affirment que l'action du gouvernement est insuffisante dans ce domaine. Toutefois, dans son discours sur l'état de la nation, le président Mbeki a souligné qu'il s'agissait-là d'un des points clés pour le pays.

M. GIBSON (DA) s'est en effet longuement attardé sur l'urgence de combattre la criminalité, soulignant que, chaque jour, 50 personnes sont assassinées et que seuls 10 % des meurtriers sont arrêtés. En extrapolant ces statistiques, pas moins de 250 000 personnes ont donc été assassinées au cours des quinze dernières années. Les viols suivent une même tendance et, que ce soit directement ou indirectement, tous les Sud-africains sont désormais touchés par ce phénomène. La population a très clairement le sentiment que la réponse apportée par le gouvernement est insuffisante. Le principal problème réside dans la mentalité du «personne n'est responsable», qui semble demeurer l'attitude prédominante dans le pays. M. MARTINS a toutefois réfuté ces arguments, soulignant que «le

gouvernement fait son devoir» et que, parmi les citoyens qui s'installent en Afrique du Sud pour améliorer leurs conditions de vie, il y a également des «*éléments criminels*».



Parlementaires sud-africains (DA)

Poursuivant sur le sujet, MM. SITHOLE et BAPELA ont mis en évidence une difficulté supplémentaire: avant 1994, la police était au service de l'apartheid; les violences conjugales ou les viols étaient totalement négligés et, selon Mme NTULI, les statistiques antérieures à 1994 ne reflètent tout simplement pas la vérité. Après 1994, le gouvernement a dû s'attacher à restructurer totalement les services de police et, plus délicat, à persuader les habitants que le nouveau «service de police» était une organisation en laquelle tous les Sud-africains pouvaient avoir confiance.

Parallèlement, et en dépit du fait que ce problème – qui menace tout le tissu social – ne doit pas être politisé, M. RABIE souligne que «*aujourd'hui, en Afrique du Sud, le crime paye*».

v. Économie, chômage et ressources humaines

Sur le plan du développement économique, MM. MAGAU et RABIE ont expliqué aux députés européens que les cinq dernières années ont été marquées par une économie pleine de vitalité et une croissance économique phénoménale, amenant de nombreux observateurs à qualifier l'Afrique du Sud d'exemple pour de nombreux pays. Aujourd'hui, le pays souffre donc d'une pénurie de compétences, en particulier dans les domaines de l'informatique et de l'ingénierie, ce qui peut paraître paradoxal compte tenu de l'important taux de chômage – essentiellement en dehors des centres urbains (30/40 %). La lutte contre la pauvreté étant l'une des priorités du

gouvernement, cette question devrait bien entendu faire l'objet de mesures ciblées dans les régions rurales. En ce qui concerne les mesures à plus long terme, la solution réside dans des politiques éducatives offrant des possibilités d'emploi et les compétences nécessaires à tous les citoyens sud-africains.

vi. Les relations UE/AS dans la perspective d'un partenariat stratégique: évaluation du TDCA

Évoquant l'avenir des relations entre l'UE et l'Afrique du Sud, M. SOOKLAL, chef de la mission sud-africaine auprès de l'UE, a rappelé que la révision de l'accord sur le commerce, le développement et la coopération (TDCA) a connu quelques retards. La question ne peut toutefois être étudiée séparément du processus relatif à l'accord de partenariat économique (APE) – un point désormais repris par la Commission européenne et le Parlement européen dans sa résolution du 24 octobre. De plus, l'accord scientifique et technologique est «le meilleur dont nous disposons» et il semble que le TDCA autorise également une coopération environnementale. Toujours selon l'Ambassadeur SOOKLAL, «dans l'ensemble, nous pouvons admettre que le TDCA a très bien fonctionné», même si certaines questions sont restées en suspens, comme celle des vins et spiritueux. Toutefois, les principaux domaines qui continuent de poser problème portent sur la mise en œuvre des capacités.

Cependant, pour l'Afrique du Sud, l'articulation entre le TDCA et la proposition de partenariat stratégique est dépourvue d'ambiguïté: le TDCA demeure l'instrument juridique contraignant tandis qu'il convient d'envisager le partenariat stratégique comme le cadre global favorisant la transition du dialogue politique à la coopération politique. L'Afrique du Sud souhaite la tenue régulière de sommets UE-Afrique du Sud, même si «les parties doivent encore convenir des mécanismes précis». Aux yeux du gouvernement sud-africain, la priorité réside dans la défense des intérêts continentaux – et non simplement les intérêts nationaux – afin de permettre au futur partenariat stratégique de renforcer la stratégie de l'UE en faveur de l'Afrique. En effet, l'Afrique du Sud estime que le concept ACP s'est quelque peu «*enlisé sur plusieurs fronts*» et «s'est égaré». C'est pourquoi elle accueille favorablement les trois stratégies régionales de l'UE concernant l'Afrique.



*Deuxième jour de réunion avec le
Parlement sud-africain*

éventuelle «duplication» et s'interrogeant sur l'avenir du concept d'ACP si l'accent venait à être placé sur le développement des APE. Il s'est également demandé quelle serait l'utilité, dans ce contexte, de l'Assemblée paritaire ACP. Pourtant, ainsi que l'ont rappelé l'Ambassadeur SOOKLAL et d'autres députés, la commission du développement du PE a pris en considération la plupart des points de préoccupation du camp sud-africain. D'autre part, il convient de prêter attention aux sensibilités des PMA appartenant aux groupes d'États CDAA / APE dans le contexte de la révision du chapitre commercial du TDCA.

M. SITHOLE a fait entendre un autre son de cloche, mettant en garde contre une

Évoquant le sujet, l'Ambassadeur BRIET, chef de la délégation de l'UE en Afrique du Sud, a souligné que les règles de l'OMC applicables à l'heure actuelle prendront fin en 2007 – et leur extension ne se fera qu'au prix de concessions commerciales. En outre, sur le plan de la coopération régionale, il existe un problème de chevauchement d'adhésions: le problème *«doit être résolu ici et non à Bruxelles puisque la question relève de la responsabilité de la CDAA»*.

Résumant les discussions, M. PISTELLI, président de la délégation européenne, a mis en évidence le rôle essentiel joué par l'Afrique du Sud en Afrique subsaharienne et au sein de l'Union africaine: le PE et l'Union européenne saluent sa contribution au renforcement de la démocratie et à la gestion des crises. C'est précisément cette confiance réciproque qui, sous l'égide du partenariat stratégique, devrait permettre aux deux camps de discuter de tous les sujets – même lorsque des divergences existent – dans le domaine des affaires étrangères.

vii. Questions régionales....

M. MARTINS a souligné que l'Afrique du Sud *«prend au sérieux les responsabilités qui lui incombent dans le cadre du NEPAD»* et *«est consciente de la nécessité de renforcer ses partenaires au sein de l'Union douanière d'Afrique australe»*. Les phénomènes de migration en provenance des pays membres de la SACU doivent être pris en considération selon leur motivation – politique ou économique. En ce qui concerne les migrants économiques par exemple, M. MARTINS a affirmé que le gouvernement sud-africain tentait de leur faciliter les choses en leur octroyant des visas de 30 jours pour leur permettre de vendre leurs marchandises.



MM. PISTELLI et BAPELA

Ainsi que l'a expliqué M. BAPELA, dans la région des Grands lacs, l'Afrique du Sud a été invitée à partager son expérience des défis de la transition post-conflit. Dans le Soudan méridional, les 10 000 hommes déployés ne rencontrent aucun problème et les choses peuvent donc être envisagées avec optimisme. Toutefois, les députés européens et M. PISTELLI ont rappelé que la communauté internationale, relativement silencieuse jusqu'ici, devait prendre très au sérieux la crise du Darfour, le «*premier conflit du 21^e siècle*».

En ce qui concerne la Côte d'Ivoire et sa sombre histoire de report des élections, l'approche adoptée par la France dans le cadre de la crise nuit aux efforts consentis dans le cadre de l'Union africaine. La Somalie n'est plus dirigée par un gouvernement élu depuis près de 15 ans, a poursuivi M. BAPELA. Le retour aux affaires des États-Unis dans le pays suscite actuellement de nombreuses inquiétudes. Toutefois, les capacités de l'Afrique du Sud atteignent déjà leurs limites: le pays apportera une aide logistique, mais n'enverra pas de force de maintien de la paix.

...y compris le Zimbabwe

En ce qui concerna la situation au Zimbabwe, M. BAPELA a admis l'existence «d'approches divergentes». L'Afrique du Sud a en effet entamé des négociations avec tous les acteurs concernés, même si elle déplore la division des opposants zimbabwéens. Toutefois, les députés qui ont pris la parole (MULDER, PISTELLI) ont souligné qu'il fallait prendre garde, à ce stade, à la «*désintégration du pays*». Remettant en cause l'approche diplomatique discrète prônée par l'Afrique du Sud, les députés européens se sont également interrogés sur la meilleure façon d'aider l'opposition à bâtir une véritable alternative au régime Mugabe.

M. SITHOLE refuse que la diplomatie discrète soit assimilée à une diplomatie silencieuse. Alors que l'expression «diplomatie silencieuse» a régulièrement été utilisée pour discréditer les efforts du gouvernement sud-africain, il convient selon lui d'éviter toute discussion émotive. La «diplomatie du mégaphone» n'apporterait par exemple rien de bon. D'autre part, il se demande également «dans quelle mesure des pays européens comme le Royaume-Uni ont contribué à faire germer la situation observée aujourd'hui au Zimbabwe». En ce qui concerne les sanctions de l'UE à l'encontre du Zimbabwe, M. SITHOLE considérait que celles-ci «n'ont que peu porté leurs fruits». En bref, le Parlement sud-africain a entamé un processus afin de nouer un dialogue avec le Zimbabwe, «mais nous n'avons pas encore prévenu les médias, ni l'Assemblée paritaire».

Toujours en ce qui concerne le Zimbabwe, M. BAPELA a également ajouté que «l'isolement ne ferait qu'empirer les choses»... «Nous poursuivrons nos efforts jusqu'à ce que le président Mugabe plie et se retire...mais ce ne sera en aucun cas un processus aisé». Si tout le monde

s'accorde sur l'objectif, il en va tout autrement quant à la tactique à adopter. De plus, M. Mugabe ne se résignera jamais à abandonner le pouvoir s'il est convaincu qu'on lui réserve un sort similaire à Charles Taylor.

Enfin, en ce qui concerne la proposition du PE visant à empêcher le Zimbabwe de prendre part à la Coupe du Monde qui sera organisée en 2010 en Afrique du Sud si le président Mugabe est encore au pouvoir, les députés sud-africains ont été relativement catégoriques: une telle interdiction reviendrait à assimiler le Zimbabwe au seul Mugabe, «une pure folie».

*

* *

Final Declaration
Of the 19 – 25 February South Africa / European Parliament
Interparliamentary meeting

The Delegation of the Parliament of the Republic of South Africa, and the Delegation of the European Parliament for Relations with South Africa,

Considering the importance of the existing links of friendship and co-operation between the EU, Member States and South Africa, and the common values that the countries share,

Recalling the provisions of Article 97(4) of the Trade Development Co-operation Agreement (TDCA) between South Africa and the European Union encouraging Parties to facilitate regular contacts between their respective Parliaments on the various areas of co-operation covered by the agreement,

Noting the results of the Strasbourg 14/15 June 2006 Interparliamentary meeting on pursuing the strengthening of parliamentary dialogue between the two partners,

Observing the progress in European Union-South Africa relations in recent years and the mutual benefit derived by both Parties as a result of strengthening their exchange and cooperation in various fields including the intention to establish a Strategic Partnership,

Have agreed as follows:

1. To call for the establishment of a Joint Parliamentary Committee, in order to further enhance consultation and coordination on national, regional and international affairs ;
2. To point out that such a dimension, which does allow for the institutionalization of political dialogue between the two Institutions, is currently lacking in the TDCA whereas it is usually included in the Cooperation Agreements which exist between the EU/EC and third states;
3. The Joint Parliamentary Committee, which would adopt at a later stage its rules of procedure, would have as its main tasks to :
 - a. establish a consultative forum for both Parties to meet and exchange views;
 - b. ensure regular contacts between the Parties on the various areas of co-operation covered by the TDCA;
 - c. provide for the necessary democratic oversight of the proceedings of the Cooperation Council which has already been set up under article 97 of the TDCA,
 - d. be able to submit recommendations to the Cooperation Council,
 - e. propose specific points to be included in the Cooperation Councils agenda,

- f. Strengthen communications, increase mutual understanding, and draw upon each other's useful experiences.

EUROPEAN PARLIAMENT

DELEGATION FOR RELATIONS WITH SOUTH AFRICA

19 - 25 February

CAPE TOWN

Sunday, 18 February

Individual arrival of Members in Cape Town, and transfer to the hotel:

Vendome, 20 London Road Sea Point, Cape Town 8005

18.00 EP Secretariat meeting with the EC DEL on logistics

Monday, 19 February

13:00 Departure from Hotel Vendome to the
CT Hotel School, Beach Road, Mouille Point, Cape Town

13.15 - 15.00 Working Lunch with Civil Society on Zimbabwe [Hotel School]

Mr. Roy Bennet, Paul Themba Nyathi (Movement for Democratic Change representatives)
Mr. Brian Raftopoulos (Institute for Justice and Reconciliation)
Ms Joan Brickhil (SA Liaison Office)
Mr. Isaac Maposa (Zimbabwe Institute).

15.00 - 16.30 EC Delegation Briefing [Hotel School]
16.45 - 17.30 Meeting with civil society on Governance, Corruption issues
[Hotel School]
Institute for Security Studies, Institute for Democracy in SA

19.30 - 21.00 Reception hosted by the EP Delegation
Mount Nelson Hotel
76, Orange street , Cape Town 8001

Tuesday, 20 February

08.20 Leave hotel

09.00 - 10.00 Medical Research Council visit
Francie van Zijl Drive, 7500 Parrow Valley
Representing the MRC and collaborating groups : Dr Niresh Bhagwandin, Ms Elise Levendal, Dr Charles Mgone

10.45 - 12.00 Briefing on the Koeberg Pebble Bed Modular Reactor
Cape Town Routes Unlimited, 7th Floor, St Georges Mall

12:40 Arrival at the SA Parliament Precinct
Participants are invited to carry IDs

13.00 - 13.45 Finger lunch with Dr Rob Davies,
Deputy Minister of Trade & Industry.
120 Plein street, 4th floor , Parliament buildings

14.00 - 14.45 Meeting with Ms Buyelwa Patience Sonjica,
Minister for Minerals and Energy,
Room M 46, Mark Building, Parliament

15.00-15.30 Meeting with Mr Mosibudi Mangena,
Min. of Science and Technology

16.00-17.30 Meeting with EU Heads of Mission at the Consulate General of the
Federal Republic of Germany,
19th Floor, Safmarine House, 22 Riebeek Street, Cape Town

18.30 - 20.00 Reception hosted by the German Presidency
The Ambassdor's Residence,
Kirstenberg 3, Glastonbury Drive, Bishops court.

Wednesday, 21 February

08.00 Leave hotels

Group A
Visit to the Cape of Good Hope

Group B

08.30 – 09.30 Meeting on the SKA project (Square Kilometer Array)
Lonsdale Office Park, Lonsdale Road 1, Pinelands

10.00 - 11.30 International Centre for Genetic Engineering and Biotechnology

(ICGEB)
UCT Medical School, Anzio Road, Observatory

12.00 - 12.40 **Own expenses lunch**
The 5 flies restaurant, 14 Keerom St, tel 021-4244442
departure to SA Parliament

13.00 Arrival of the EP Delegation at Parliament
National Assembly

13.30 - 15.30 Speaker's Bay for Budget Speech
National Assembly

15.40 – 16.45 Reception hosted by The Treasury on the occasion of the Budget
speech

17.00 - 17.45 Meeting with Ms. Nozizwe Madlala-Routledge
Deputy Minister of Health

19.30 - 22.30 Dinner with civil society on
Transformation & Reconciliation and Land Reform in South Africa
guests:

Charles Villa-Vincezo, Institute for Justice and Reconciliation
Rogier van den Brink, World Bank, SA Office
Dr Fanie Du Toit, Institute for Justice and Reconciliation

[own expenses]

19th Floor, 1 Lower Long Street, Arabella-Sheraton Tower restaurant,

Thursday, 22 February

08:10 Leave Hotel

08.30 Arrival of EP delegation at Parliament

08.45-9.30 Meeting with M. Aziz Pahad,
Deputy Foreign Affairs Minister

09.30 – 10:00 Courtesy call on Ms Baleka Mbete,
Speaker of the National Assembly

10.00 - 11.00 Meetings with political parties : Democratic Alliance

11.00 - 11.20 Coffee break

11.20 -12.20 Meeting with the Inkatha Freedom Party

12.30 - 13.00 Meeting with the ANC

13.00 - 14.00 Working Lunch (SA Parliament dining hall)

14.00 - 15.30 First working session with the SA Parliamentary Delegation

15.30 Coffee break

15.50-17.30 Second working session with the SA Parliamentary Delegation

17.30 EP Delegation departs Parliament
Return to Hotel
18:45 *Leave Hotel*
19.30 Official dinner hosted by
House Chairperson Obed Bapela
Moyo, Stellenbosch

Friday, 23 February

08:00 *Leave Hotel*
09.30 - 11.00 Meeting with SA Parliamentary Delegation

11.00 Coffee break
11.20 - 12.30 Meeting with SA Parliamentary Delegation

12.30 - 13.30 Working Lunch
National Assembly dining hall

13.30 EP Delegation departs Parliament for Robben Island

14.00 - 18.00 visit to Robben Island (organised by SA Parliament)

free evening

Saturday, 24 February

08:45 *Leave Hotel*

09.30-12.45 Visit to EU funded Project

PDHCP: Partnership for the Delivery of Primary Health Care
*(visit to the Tehilla Community / Mimosa Village, Belhar township:
viewing at first hand the difficulties of providing comprehensive
primary health care in poor and marginalised communities)*

Midday Working lunch with Member of Executive Committee for Health for
the Western Cape province
Moyo, Stellenbosch

15.15 - 17.15 Wine route tour
Neethlingshof

Evening free

Sunday, 25 February

morning	optional cultural element visit of Greenmarket square visit of Table Mountain
13:00 15:00 - 16:30	end of the official programme Debriefing with EC

EUROPEAN PARLIAMENT

DELEGATION FOR RELATIONS WITH SOUTH AFRICA

9th EP / South Africa Interparliamentary Meeting
19 - 25 February 2007
CAPE TOWN

List of EP participants (11)

<u>Members (7)</u>	<u>Group</u>	<u>Country</u>
PISTELLI Lapo , Chairman <ul style="list-style-type: none"> • Committee on Economic and Monetary Affairs 	ALDE	Italy
THOMSEN Britta , 1 st Vice-chairman <ul style="list-style-type: none"> • Committee on Industry, Research and Energy 	PSE	Denmark
MULDER, Jan <ul style="list-style-type: none"> • Quaestor • Committee on Budgets 	ALDE	Netherlands
GAHLER Michael <ul style="list-style-type: none"> • Committee on Foreign Affairs, VP 	PPE-DE	Germany
BADIA i CUTCHET, Maria <ul style="list-style-type: none"> • Committee on Culture and Education 	PSE	Spain
BRADBURN Philip <ul style="list-style-type: none"> • Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs 	PPE-DE	United Kingdom
VAIDERE Inese <ul style="list-style-type: none"> • Committee on Foreign Affairs 	UEN	Latvia

PPE-DE Group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats
PSE Group of the Party of European Socialists
ALDE Group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe
UEN Union for Europe of the Nations Group

Secretariat of the Delegation (2)

M.Philippe **KAMARIS**
Mme Germana **CARNAZZA**

Political groups staff (2)

PSE Evangelos **LEPOURAS**
ALDE Niccolò **RINALDI**